

Perception paysanne sur la déforestation et son impact environnemental dans la Zone forestière et minière de Kamituga en Province du Sud-Kivu (RDC)

Luc BARHALEMBERWA BYABUZE

Section : Planification Régionale, Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR), Shabunda, RD Congo

Copyright © 2018 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The rate of annual deforestation in DRC passed from 0.44% (for the period of 2000 to 2010) to 1.25% (for the period of 2010 to 2014) estimates FAO. The danger is thus so eminent that it is important to act urgently. The objective of our research was to understand the challenges of the irrational use of the forest resources with Kamituga, in the province of the South-Kivu and to propose tracks of solution for a sustainable development. An investigation was conducted near 765 people, was coupled with the interviews and documentation. The results raise that the number of forest owners doubled between 2014 and 2017 passing from 620 to 1200. The population to 52.2% is justified by the research of the money for survival while 83.7% live in the ignorance of the laws protecting the environment. The negative impact of deforestation is felt to 79.5% on the natural environment and 20.5% on the human environment. To cure it the awakening and the action of the actors concerned at the local level, national and world prove to be essential.

KEYWORDS: Deforestation, Poverty, Forestry holding, Sustainable development.

RESUME: Le taux de déforestation annuelle en RDC est passé de 0,44% (pour la période de 2000 à 2010) à 1,25% (pour la période de 2010 à 2014) estime la FAO. Le danger est donc si éminent qu'il importe d'agir urgemment. L'objectif de notre recherche a été de comprendre les enjeux de l'utilisation irrationnelle des ressources forestières à Kamituga, dans la province du Sud-Kivu et proposer des pistes de solution pour un développement durable. Une enquête a été menée auprès de 765 personnes, couplée aux interviews et la documentation. Les résultats relèvent que le nombre d'exploitants forestiers a doublé entre 2014 et 2017 passant de 620 à 1200. La population est à 52,2% motivée par la recherche de l'argent pour la survie pendant que 83,7% vit dans l'ignorance des lois protégeant l'environnement. L'impact négatif de la déforestation se fait sentir à 79,5% sur le milieu naturel et à 20,5% sur le milieu humain. Pour y remédier la prise de conscience et l'action des acteurs concernés au niveau local, national et mondial s'avère indispensable.

MOTS-CLEFS: Déforestation, Pauvreté, Exploitation forestière, Développement Durable.

1 INTRODUCTION

La déforestation dans les zones forestières et d'activités économiques de la République Démocratique du Congo, est sujette à la une des publications scientifiques, paradoxalement, le moins inquiétant aussi longtemps que le danger cette pratique n'est ni réellement perçu par la paysannerie, ni pratiquement défendu par les politiques. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, la gouvernance de l'environnement et des ressources naturelles en RDC est encore à ses balbutiements [1].

La menace des ressources ligneuses dans le monde n'est plus à démontrer. Les activités humaines sur les forêts sont effectuées de manière irrationnelle et risquent à long terme d'hypothéquer les générations futures qui ont tant besoin de la faune et la flore pour leur survie. Sur 4 milliards d'hectares de forêts dans le monde, 13 millions disparaissent chaque année alors que des millions de personnes tirent leurs moyens de subsistances des forêts. Entre 2000 et 2010, il y a eu une perte

nette de superficie forestière de 7 millions d'hectares par an dans les pays tropicaux et un gain net de superficie des terres agricoles de 6 millions d'hectares par an [2]. Il ressort de ce constat que la dégradation des écosystèmes est liée aux facteurs anthropiques, notamment les activités agricoles [3].

Cette situation fait objet de la prise de conscience au niveau global du rôle de l'homme sur les dégâts commis à l'environnement. En effet, il a 46 ans passés que les problèmes environnementaux constituent une préoccupation mondiale tous azimuts. De la conférence de Stockholm (1972) sur l'environnement, passant par le sommet de la terre de Rio de Janeiro (1992), sur le développement durable et l'Agenda21, le protocole de Kyoto lors de la COP3 (1997), les accords de Bonn et de Marrakech (2001), l'accord de Copenhague lors de la COP15 (2009), la COP20 de la ville de Lima (2014),...jusqu'aux récentes conférences des parties dont la COP21 tenue du 30 novembre au 12 décembre 2015 au parc d'expositions de Paris-Le Bourget/France avec 195 participants et la COP22 tenue à Marrakech en 2016 [4].

A elle seule, la RDC dispose de 155 millions d'ha de forêts. Toute l'humanité a les yeux braqués sur ces réserves forestières dont nous dépendons tous pour la survie. Malgré cela, la déforestation reste une réalité. La population est entrain d'exercer une pression sur ces réserves sans penser à les reconstituer [5]. L'évaluation du taux de déforestation dans le Bassin du Congo (RDC, Gabon, Congo Braza, RCA, Cameroun, Guinée équatoriale) justifie bien la question : *un taux de déforestation net de 0,09 % entre 1990 et 2000, contre 0,17 % entre 2000 et 2005. La République Démocratique du Congo est le pays qui présente le taux de déforestation le plus élevé, avec un taux net qui a doublé entre les deux périodes, passant de 0,11 % entre 1990-2000 à 0,22 % entre 2000-2005* [6]. La FAO estime aujourd'hui que le taux de déforestation annuelle en RDC est passé de 0,44% (pour la période de 2000 à 2010) à 1,25% (pour la période de 2010 à 2014) [2].

Dans le cas sous étude, la cité de Kamituga et ses environs, l'une d'importante cité du Territoire de Mwanga en Province du Sud-Kivu, connaît déjà une déforestation inquiétante et cela à cause de plusieurs contraintes dont les conditions de vie déplorables de la population. La croissance démographique pousse les habitants à construire sur des sites impropres à la construction et s'attaquer aux forêts comme sources de revenus (exploitation des planches, des braises, des minerais, des terres arables, bois pour les briqueteries, ...). Plusieurs forêts primaires disparaissent du jour au lendemain, certaines collines qui ont été jadis couvertes des forêts primaires n'en disposent plus. Le cas des collines Kibukila, Yenja, Kilobozi, Kungu, Kobokobo,...qui, dans le temps comme forêts primaires, fournissaient une bonne aération et des gibiers, elles sont devenues des forêts tertiaires c'est-à-dire dominées par la brousse et la savane.

Cette recherche veut comprendre les dynamiques paysannes et la perception de cette dernière quant à ce phénomène qui ne fait que s'accroître : Comment les habitants de Kamituga perçoivent-ils l'avenir de leurs forêts enclin à la déforestation abusive ?, Quelles sont les causes phares de la déforestation à Kamituga ?, A court terme, moyen terme et long terme, quel impact les activités humaines d'abattage des bois ont-elles sur l'environnement global ?, Quelles mesures indispensables faut-il prendre pour limiter ce phénomène qui ne fait que s'amplifier au fil du temps ?, telles sont les préoccupations au cœur de cette étude.

2 MILIEU, MATERIELS ET METHODES

2.1 MILIEU

La zone forestière et minière de Kamituga sur laquelle porte la présente étude comprend la Cité minière de Kamituga et ses périphéries. La cité de Kamituga est située dans le territoire de Mwanga en Province du Sud-Kivu, sur l'axe routier Bukavu-Kindu à 178 km de la ville de Bukavu. Son statut politique la reconnaît comme un Poste d'Etat d'Encadrement Administratif, créé en 1987 au regard de sa forte concentration ouvrière et démographique. Elle est comprise entre 28° 10' et 28° 12' de longitude Est, 3° 00' et 3° 05' latitude Sud. Sa superficie est de 19,5 Km². La cité de Kamituga est la plus grande agglomération de la chefferie des Wamuzimu en Territoire de Mwanga ; avec une population est estimée à 143 953 habitants. Elle comprend une partie du groupement BUSSE et une partie du groupement BALIGI.

La cité de Kamituga est limitée :

- Au Nord, par la rivière LUBYALA et la colline NAWIBILILA
- Au Sud, par la rivière BYEMBO
- A l'Est, par la rivière ZALYA et les collines KAPANDA et KAZA ROHO
- A l'Ouest, par la rivière KASITENGE et la montagne NGANDO.

La cité de Kamituga connaît un climat tropical humide de régime équatorial. Ce climat favorise bien une forêt dense. De ce fait, dans le temps, Kamituga avait une flore et une faune très riche (musasa, musele, mupukupuku, bubalaka, etc.), et en faune

(antilopes, buffles, singes, serpents, tortues, etc.). Actuellement cette forêt et les animaux qui y habitaient ont disparu cela à la suite de la destruction de la flore par l'homme.

L'unique écosystème protégé dont l'on peut être encore fier est la Réserve Naturelle d'Itombwe, située à 75km de la cité de Kamituga.

La température moyenne de Kamituga est de 24°C à 25°C. On y retrouve deux saisons : une saison sèche plus courte et une saison de pluie plus longue.

2.2 MATERIELS

Pour réaliser cette étude, nous avons fait usage d'un questionnaire contenant 20 questions fermées adressées à la masse paysanne répartie dans différentes catégories socioprofessionnelles. Les données de terrain ont été encodées sur un ordinateur portable avec les logiciels EXCEL et SPSS.

2.3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour récolter les avis et considérations de la population de Kamituga sur les aspects liés à la déforestation dans la zone, l'enquête a été menée sur 765 personnes.

Nous avons calculé notre échantillon suivant la formule statistique de LYNCH [7], définit de la manière suivante :

$$n = \frac{NZ^2 \times p(1 - p)}{Nd^2 + Z^2 \times p(1 - p)}$$

Avec :

n = La taille de l'échantillon

N = Effectif de la population cible au départ

Z = Degré de confiance qui est égal à 95%, soit 1,96

p = prévalence qui est égale à 50%, soit 0,5

d = marge d'erreur qui est égale à 5% correspondant au degré de confiance de 95%

La taille de l'échantillon a été tirée sur base de la population totale de 2017 équivalant à 143 953 habitants repartis dans les aires de santé de Kamituga de la manière suivante : Asobaka (12 578), Asuku (21 858), Kimbangu (14 748), Kalingi (11 782), Mero-kitemba (21 696), Polyclinique afya (11 068), Sidem kele (10 333), Katunga (11 474), Kele cepac (13 787), Luliba (4 651), Soluluyu (9 978).

$$n = \frac{143\,953 \times (1,96)^2 \times 0,5(1 - 0,5)}{143\,953 (0,05)^2 + (1,96)^2 \times 0,5(1 - 0,5)}$$
$$n = \frac{553\,009,844799 \times 0,25}{143\,953 \times 0,00125 + 3,8416 \times 0,25} = \frac{138\,252,461199}{180,90164}$$
$$n = 764,24$$

Cette recherche a été complétée par la documentation, nos observations personnelles et des interviews réalisées auprès des autorités politico-administratives et coutumières en charge de la protection de l'environnement ainsi qu'aux organisations locales dont particulièrement l'Association de Lutte contre l'Exploitation des Femmes et Enfants de Mines (ALEFEM asbl).

Les résultats de l'enquête ont été obtenus grâce aux analyses réalisées avec les logiciels informatiques SPSS et EXCEL.

3 PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS PAR RAPPORT À L'ÂGE

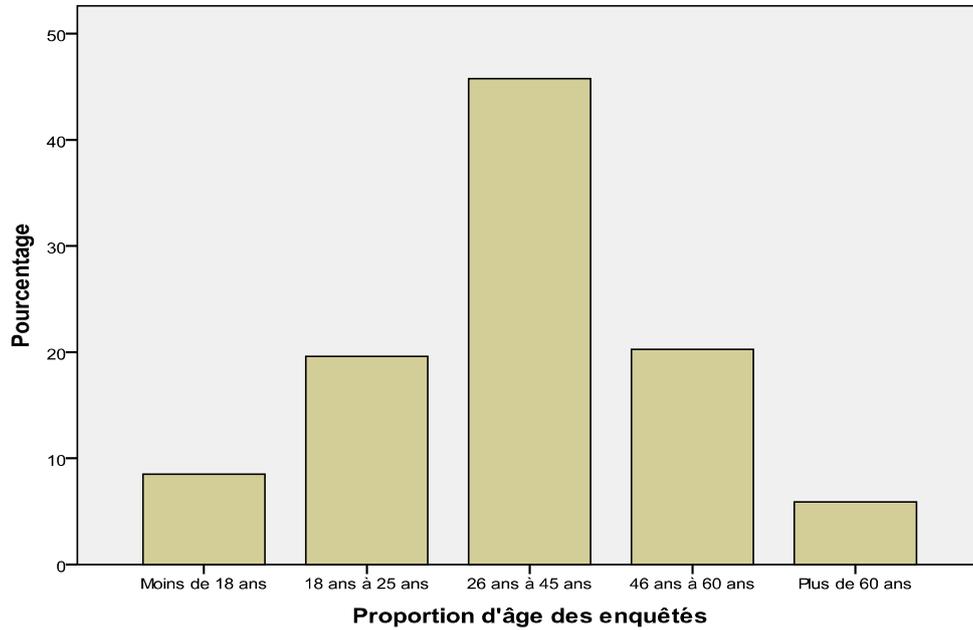


Fig. 1. Age des enquêtés

Au vu de ce graphique, la majorité soit 45,8% de nos enquêtés ont l'âge compris entre 26 ans à 45 ans.

3.2 RÉPARTITION DES ENQUÊTÉS PAR RAPPORT AU NIVEAU D'INSTRUCTION

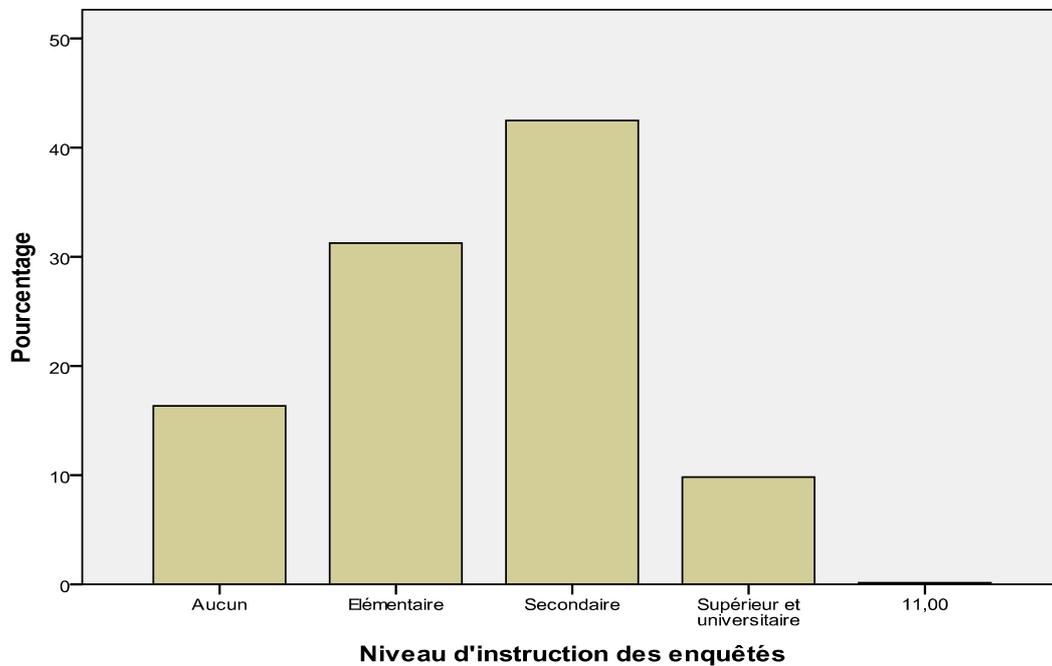


Fig. 2. Niveau d'instruction des enquêtés

La majorité à 42,5% de nos enquêtés sont du niveau secondaire D6

3.3 INVENTAIRE DES EXPLOITANTS FORESTIERS DE 2014 À 2017

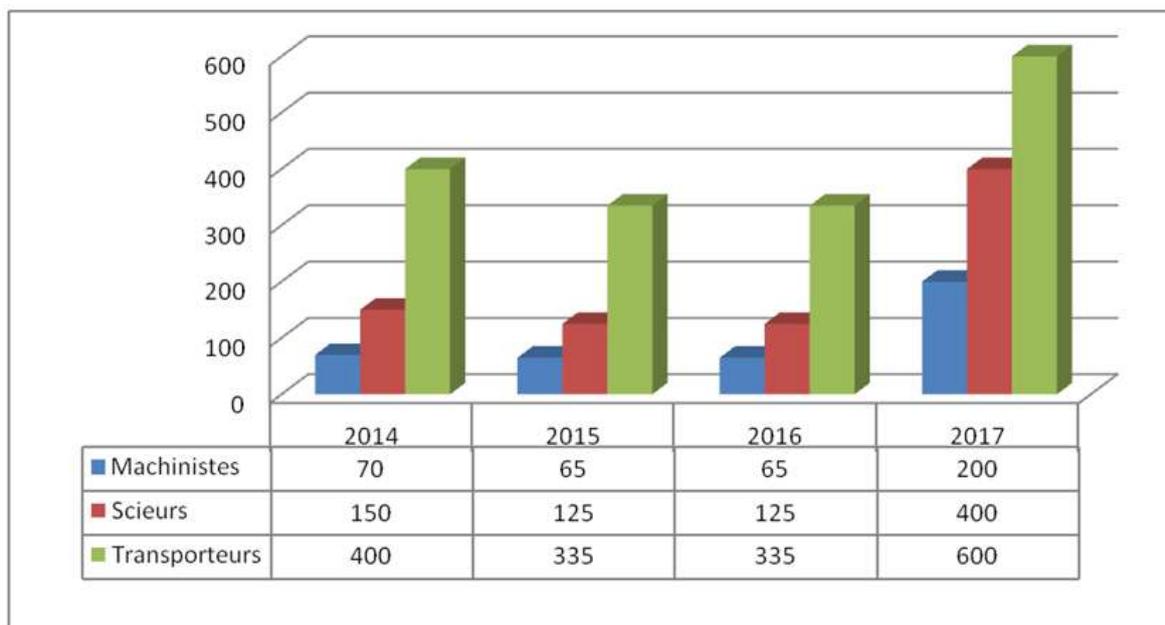


Fig. 3. Les exploitants forestiers (coupeurs des planches) 2014-2017

Les données ci-dessus émanent de la cellule de la conservation de la nature au sein du service de l’environnement et développement durable/ secteur de Kamituga. Au regard de ce graphique reprenant la première catégorie d’exploitants forestiers qui sont les coupeurs/fabricants des planches, il s’avère que les transporteurs sont plus nombreux que les machinistes et les scieurs. Cela implique que cette activité est créatrice d’emploi et une véritable source des revenus. En plus, le nombre d’exploitants forestiers enregistré en 2014 a presque doublé en 2017, ce qui prouve la gravité de cette activité sur l’environnement et risque, à la longue (d’ici 2030) de tripler ou quadrupler au désavantage de l’homme qui a tant besoin de l’environnement pour sa survie.

3.4 LES EXPLOITANTS FORESTIERS (FABRICANTS ET VENDEUSES DES BRAISES) 2017

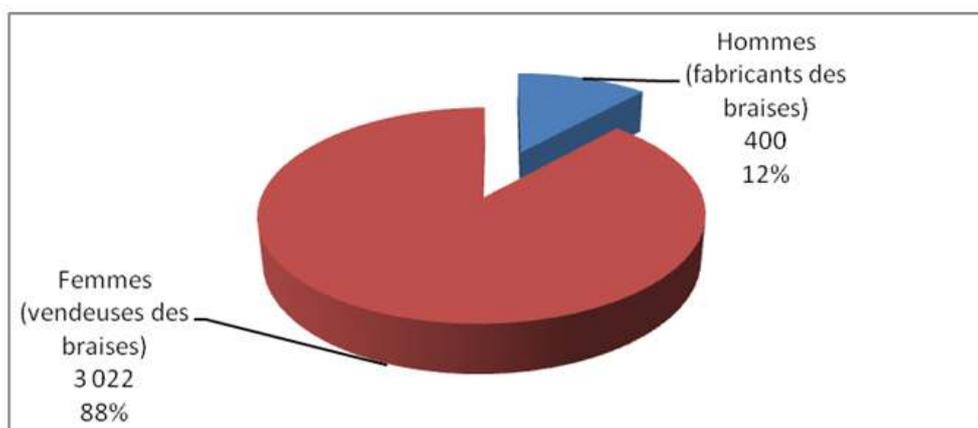


Fig. 4. Les exploitants forestiers (fabricants et vendeuses des braises) 2017

Ce graphique montre combien les vendeuses des braises sont des femmes et elles sont majoritaires (88%) pendant que les fabricants sont des hommes et représentent 12% des exploitants forestiers.

3.5 CAUSES DE LA DÉFORESTATION À KAMITUGA

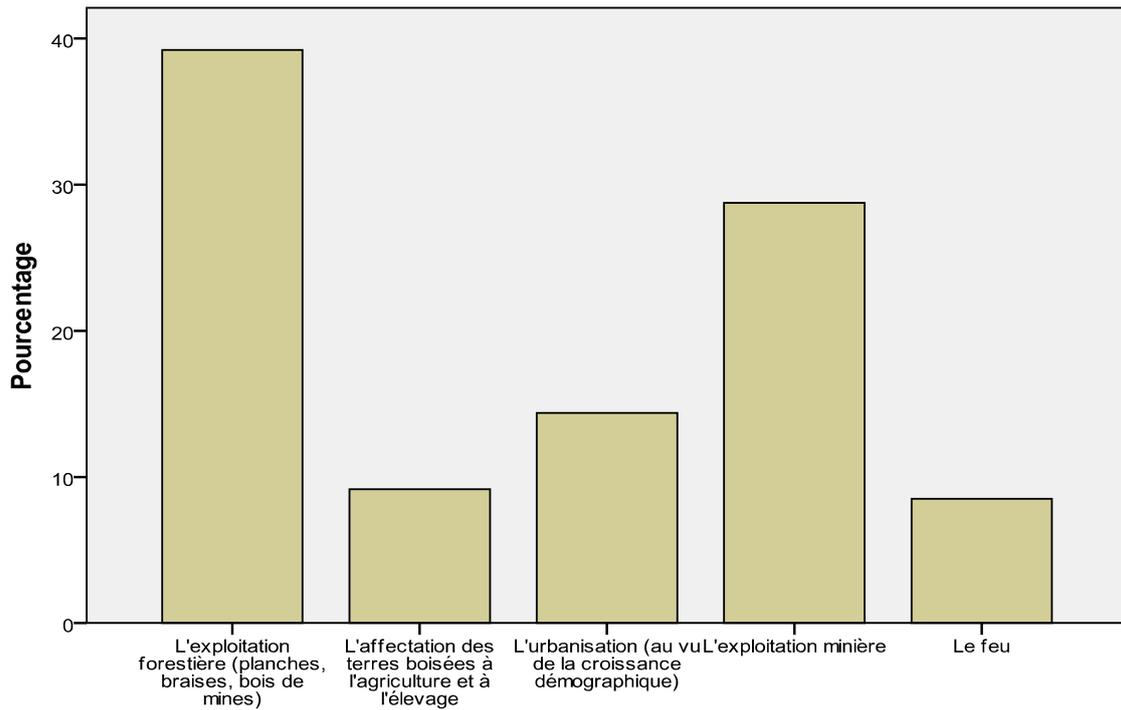


Fig. 5. Ce qui est à la base de la dégradation des forêts à Kamituga

39,2% de nos enquêtés soutiennent que l'exploitation forestière des planches, braises et bois de mines sont plus à la base de la déforestation à Kamituga ; pendant que 28,8% pointent du doigt l'exploitation minière de l'or. A cela s'ajoute l'urbanisation, l'agriculture,...

3.6 ESTIMATION DES MÉNAGES DE KAMITUGA QUI DÉPENDENT DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE POUR LEUR SURVIE

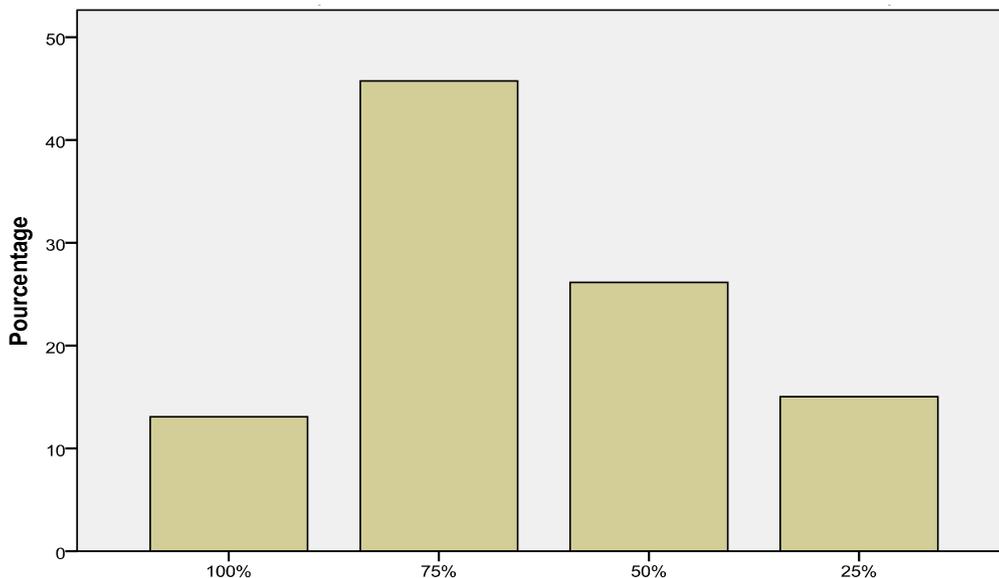


Fig. 6. Ménages dépendant des exploitations forestières

La majorité des nos enquêtés (45,8 estiment que 75% des ménages dépendent de l'exploitation forestière pour leur survie. Dans ce contexte, le concept « exploitation forestière » désigne l'abattage des arbres pour des fins économiques. A Kamituga,

cette pratique concerne non seulement les scieurs des bois, les vendeurs des planches, les vendeurs des braises mais aussi les exploitants artisanaux de l'or qui abattent des arbres pour aménager leurs puits. La survie des familles de ces différentes catégories socio-professionnelles dépend de cette exploitation forestière.

3.7 CONNAISSANCE DES LOIS ET RAISONS MOTIVANT LA POPULATION À LA DÉFORESTATION

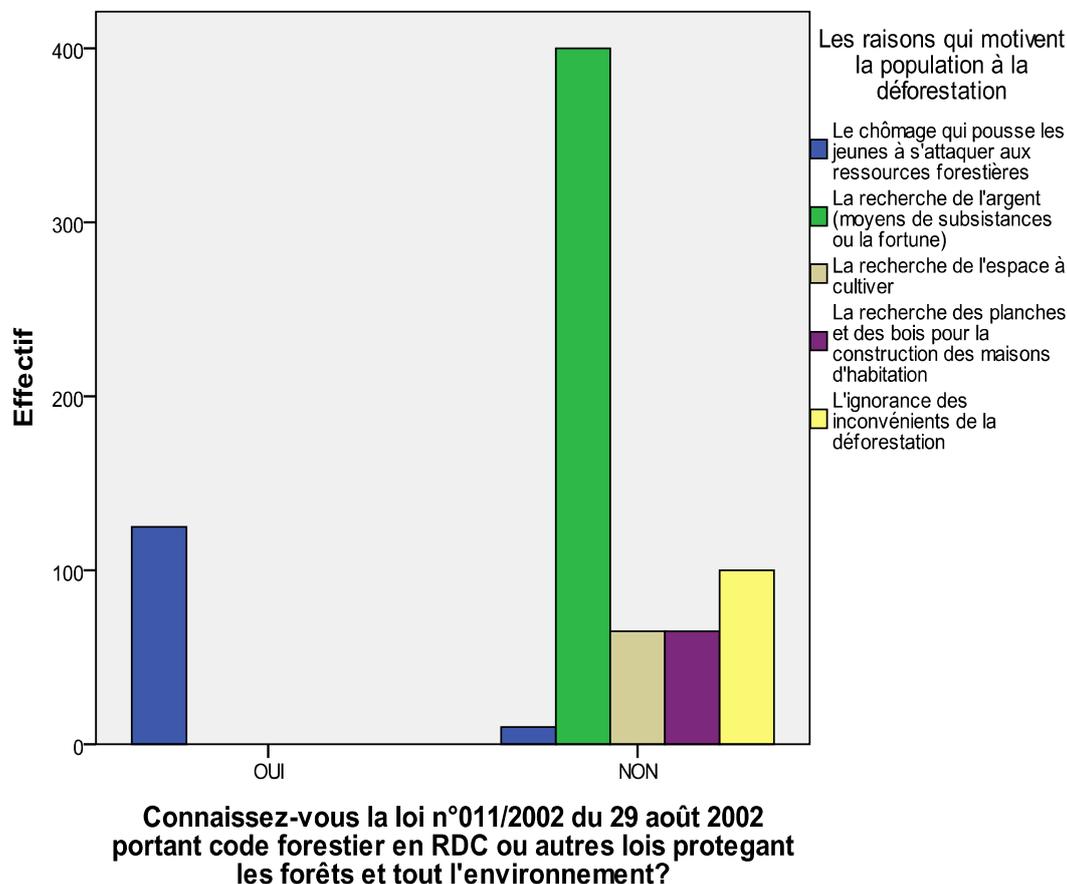


Fig. 7. Connaissance des lois et le pourquoi de la déforestation

Les raisons qui motivent la population à la déforestation sont issues de décisions individuelles sans connaissance préalable de la loi. 83,7% de nos enquêtés vivent dans l'ignorance des lois protégeant l'environnement et seulement 16,3% en ont une connaissance. Les 16,3% sont en majorité des jeunes chômeurs

Parmi les grandes raisons qui motivent la population à s'attaquer aux ressources ligneuses, 52,2% de nos enquêtés évoquent l'aspect financier. Les exploitants sont motivés par la recherche de l'argent. D'autres enquêtés (17,6%) évoquent le chômage des jeunes, pendant que 13,1% parlent de l'ignorance des inconvénients de la déforestation par les paysans.

3.8 RAPPORT ENTRE L'AUTORISATION À LA DÉFORESTATION ET L'AVANTAGE DES AGRICULTEURS

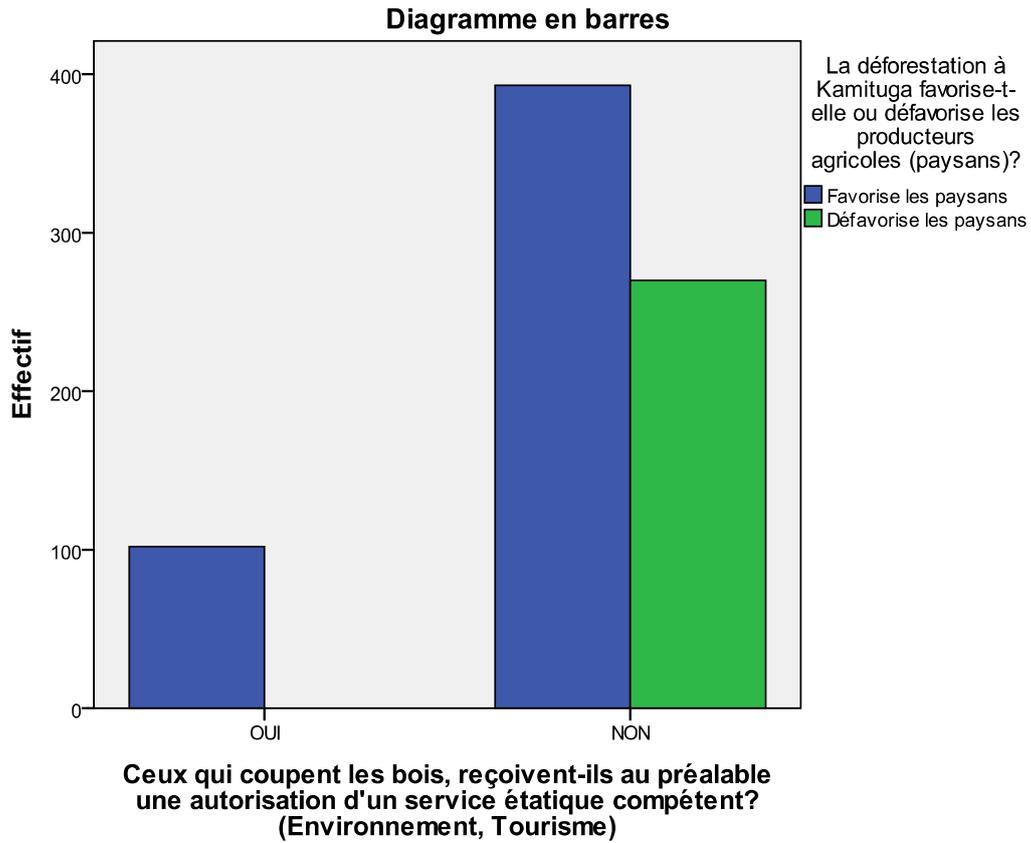


Fig. 8. Autorisation de couper les bois et avantages des producteurs

A la question de savoir si les exploitants forestiers reçoivent une autorisation pour couper les arbres, 86,7% y répondent négativement ; ce qui favorise l'anarchie dans ce secteur. Par ailleurs, à ces chiffres, 64,7% de nos enquêtés soutiennent que la déforestation favorise l'accès paysannes aux terres à cultiver. Contrairement à d'autres (35,3%) qui affirment que la déforestation défavorise les paysans qui ont besoin de la pluie pour produire.

3.9 LES CONSÉQUENCES LIÉES À LA DÉFORESTATION À KAMITUGA

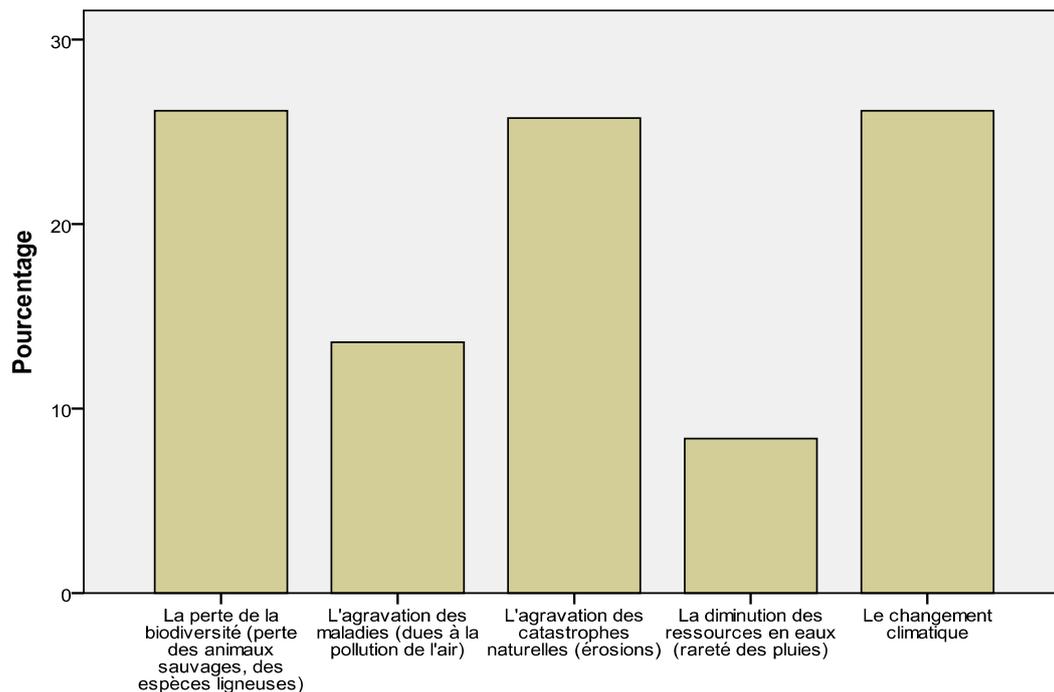


Fig. 9. Conséquences de la déforestation

Nos enquêtés affirment que les conséquences de la déforestation sont nombreuses : 26,1% parlent du changement climatique, 26,1% encore parlent de la perte de la biodiversité, 25,8% évoquent les érosions, 13,6% parlent de l'aggravation des maladies, 8,4% évoquent la rareté des pluies.

3.10 IMPACT NÉGATIF DE LA DÉFORESTATION

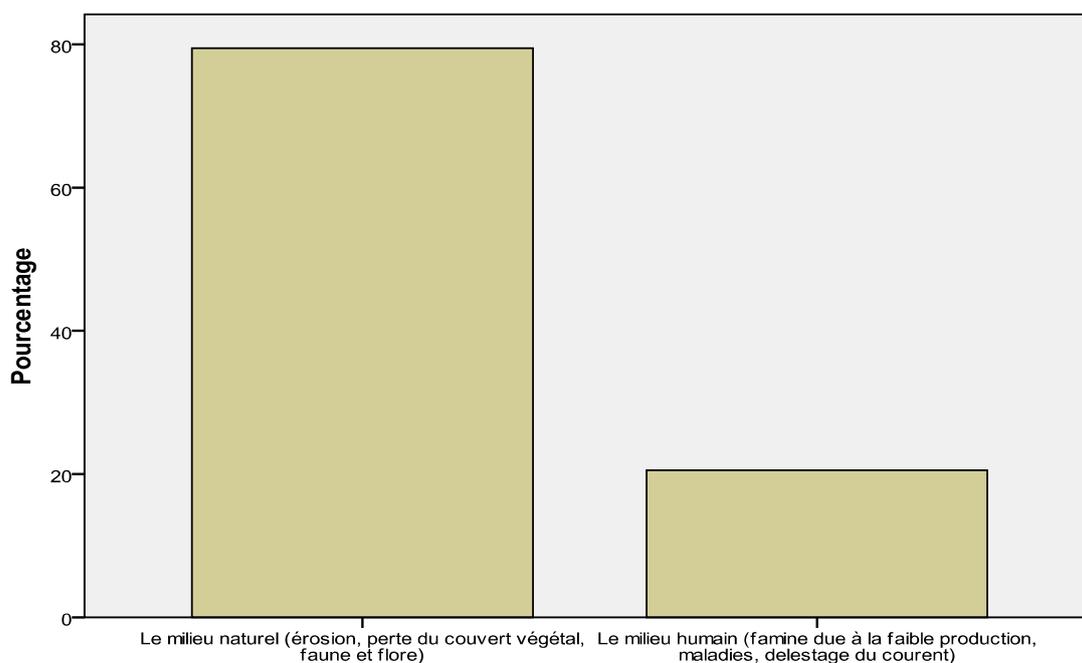


Fig. 10. Impact négatif de la déforestation

A nos jours, l'impact négatif de la déforestation se fait plus sentir sur le milieu naturel (érosion, perte du couvert végétal, faune et flore) comme le soutient 79,5% de nos enquêtés. D'autres à hauteur de 20,5% disent que c'est plutôt l'homme qui est plus menacé (famine due à la faible production, maladies, délestage du courant électrique de Mungombe,...)

3.11 PISTES DE SOLUTION

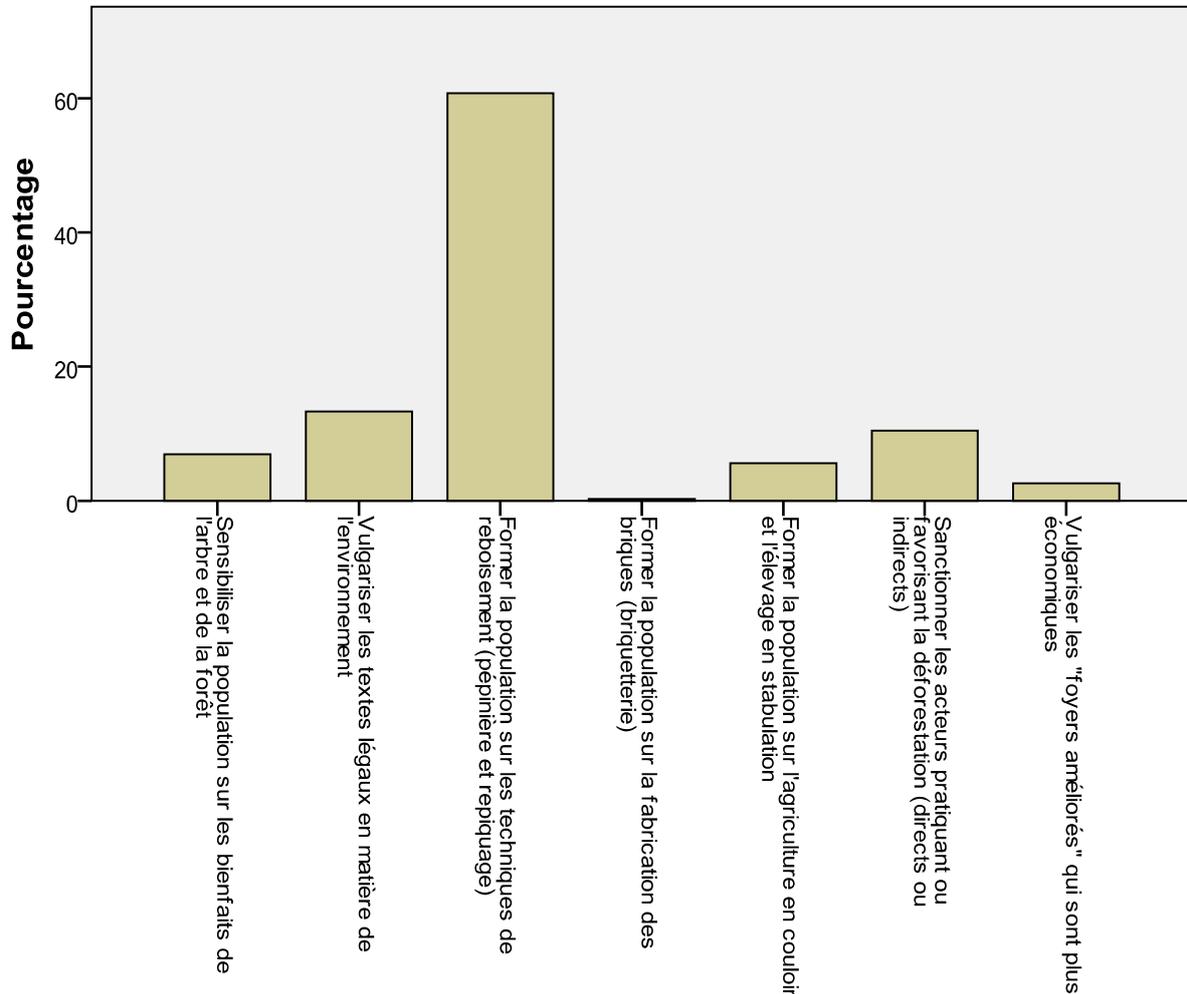


Fig. 11. Stratégies proposées pour réduire la déforestation à Kamituga

Parmi les grandes stratégies évoquées, nos enquêtés (60,8%) souhaitent que la population soit formée sur les techniques de reboisement, 13,3% soutient qu'on vulgarise les lois sur l'environnement, 10,5% souhaitent qu'on sanctionne les acteurs directs et indirects de la déforestation. Par ailleurs, 6,9% parlent de la sensibilisation de la population sur les bienfaits de l'arbre, 5,6% souhaitent qu'on forme la population sur l'agriculture en couloir et l'élevage en stabulation qui favorise le reboisement, 2,6% pensent qu'il faut plutôt vulgariser les « foyers améliorés » qui économisent les ressources ligneuses dans la cuisine. En fin 0,3% souhaite qu'on forme la population sur la fabrication des briques.

4 DISCUSSION

En scrutant les résultats en exergue, il s'avère que la déforestation est de plus en plus un danger à éviter plutôt qu'un fait à constater. Entre 2014 et 2017, l'effectif des exploitants forestiers enregistrés au sein du Secteur de l'Environnement de Kamituga a doublé, passant de 620 à 1200 personnes. A ces chiffres s'ajoutent de nombreux clandestins et contrevenants qui coupent les bois pour en faire des planches, des braises ou dans les carrières minières et les briquetteries, sans au préalable recevoir une quelconque autorisation de l'Etat comme le soutient 86,7% des enquêtés.

Il a été constaté que les ressources forestières sont menacées par la population dans la quête à la survie. 52,2% de nos enquêtés affirment que les bois sont coupés dans le but unique de se procurer de l'argent. Pour assurer sa sécurité alimentaire, l'homme utilise trois ressources : les sols, le couvert végétal et l'eau. Dans un contexte de croissance démographique, il est commun d'associer l'augmentation de la population à une « surutilisation » de ces ressources (emprise agricole accrue, surpâturage et exploitation désastreuse des ressources en eau) déterminant les cycles de désertification, de déforestation, d'assèchement des nappes et des sources [8].

Aussi longtemps que 75% de la population dépend directement ou indirectement de la forêt pour sa survie, cette dernière doit faire objet d'une attention particulière. Pour la FAO, les forêts jouent un rôle essentiel dans le cycle de l'eau, la conservation des sols, le piégeage du carbone et la protection des habitats, y compris ceux des pollinisateurs. Leur gestion durable est cruciale pour l'agriculture durable et la sécurité alimentaire [2].

Cette gestion durable n'est possible que si les règles de gestion durables des ressources sont établies et respectées [9]. Pourtant, pour notre cas, 83,7% de nos enquêtés vivent dans l'ignorance des lois protégeant l'environnement et seulement 16,3% en ont une connaissance. La sensibilisation et la conscientisation de la base doivent être renforcées bien qu'il faut dépasser ce stade pour se pencher à l'action. « La prise de conscience d'un enjeu planétaire a été lente, elle ne s'est faite que dans les années quatre-vingt, mais elle est là. La question n'est plus de sensibiliser les responsables politiques ou les populations mais de définir une politique convaincante, et surtout de trouver les moyens de la mettre en œuvre » [10].

Il revient donc, qu'au-delà de l'agriculture itinérante sur brulis, l'exploitation artisanale du bois et d'autres activités paysannes comme causes directes, trois autres enjeux causent indirectement la déforestation à savoir la croissance démographique, le déficit administratif et la pauvreté des masses paysannes [11]. Cette dernière fait le point d'intersection pour tous les pays du bassin du Congo. « L'Afrique centrale compte six pays riches en forêts tropicales humides : le Cameroun, la RDC, le Congo, la République centrafricaine (RCA), le Gabon et la Guinée équatoriale. Paradoxalement, plus de 70% de la population rurale de cette région vit en dessous du seuil de pauvreté » [12].

Les conséquences de la déforestation sont du genre changement climatique (26,1%), perte de la biodiversité (26,1%), érosions (25,8%), l'aggravation des maladies (13,6%) et rareté des pluies (8,4%). Il est évident que les pluies deviennent inhabituellement de plus en plus rares et quand il pleut, les catastrophes sont prévisibles aux regards des éboulements et érosions des sols. Les récentes catastrophes de ce genre sont celles des pluies de juin 2018 qui ont emportées des maisons et endeuillées nombreuses familles. L'impact négatif de la déforestation à Kamituga et ses environs se fait plus sentir sur le milieu naturel (érosion, perte du couvert végétal, faune et flore) comme le soutient 79,5% de nos enquêtés. D'autres à hauteur de 20,5% disent que c'est plutôt l'homme qui est plus menacé (famine due à la faible production, maladies, délestage du courant électrique de Mungombe, pertes des vies humaines,...).

Pour remédier localement à cette situation, nos enquêtés (60,8%) souhaitent que la population soit formé sur les techniques de reboisement, 13,3% soutient qu'on vulgarise les lois sur l'environnement, 10,5% souhaitent qu'on sanctionne les acteurs directs et indirects de la déforestation.

5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La présente recherche a porté sur la Perception paysanne sur la déforestation et son impact environnemental dans la Zone forestière et minière de Kamituga, Province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. L'objectif de notre recherche a été de comprendre les enjeux de l'utilisation irrationnelle des ressources forestières à Kamituga et proposer des pistes de solution pour un développement durable. Il a été question d'analyser les causes de la déforestation à Kamituga, inventorier les acteurs impliqués dont les exploitants forestiers de 2014 à 2017, estimer les dégâts commis à l'environnement et comprendre ce que perçoivent globalement les habitants sur la question.

L'intérêt de la recherche est qu'elle prévient les pires conséquences de la déforestation sur le milieu naturel et humain entravant la survie des générations futures. Le danger est prévisible aussi longtemps que les forêts de Kamituga et ses périphéries sont en proie à la pression des activités humaines et donc, en voie de destruction massive. Les causes majeures de cette déforestation sont la montée spectaculaire de l'exploitation forestière des planches, des braises et des bois de mines ou des briqueteries. Ces activités anthropiques sont dues à l'accroissement exponentiel de la démographie, le chômage et la pauvreté. A court terme, la déforestation semble une bonne source des revenus pendant qu'elle entraîne, à moyen et long terme, le réchauffement climatique et la misère humaine.

A l'issu de nos enquêtes, les résultats obtenus démontrent que le nombre d'exploitants forestiers enregistrés en 2014 a presque doublé en 2017 passant de 620 à 1200, ce qui prouve la gravité de cette activité sur l'environnement et risque, à la

longue (d'ici 2030) de tripler ou quadrupler au désavantage de l'homme qui a tant besoin de l'environnement pour sa survie. 39,2% de nos enquêtés soutiennent que l'exploitation forestière des planches, braises et bois de mines sont plus à la base de la déforestation à Kamituga ; pendant que 28,8% pointent du doigt l'exploitation minière de l'or. Parmi les grandes raisons qui motivent la population à s'attaquer aux ressources ligneuses, 52,2% de nos enquêtés évoquent l'aspect financier. Les exploitants sont motivés par la recherche de l'argent. 83,7% de nos enquêtés vivent dans l'ignorance des lois protégeant l'environnement et seulement 16,3% en ont une connaissance. Les conséquences de la déforestation sont nombreuses : 26,1% parlent du changement climatique, 26,1% encore parlent de la perte de la biodiversité, 25,8% évoquent les érosions, 13,6% parlent de l'aggravation des maladies, 8,4% évoquent la rareté des pluies.

A nos jours, l'impact négatif de la déforestation se fait plus sentir sur le milieu naturel (érosion, perte du couvert végétal, faune et flore) comme le soutient 79,5% de nos enquêtés. D'autres à hauteur de 20,5% disent que c'est plutôt l'homme qui est plus menacé (famine due à la faible production, maladies, délestage du courant,...).

Pour remédier localement à cette situation, nos enquêtés (60,8%) souhaitent que la population soit formé sur les techniques de reboisement, 13,3% soutient qu'on vulgarise les lois sur l'environnement, 10,5% souhaitent qu'on sanctionne les acteurs directs et indirects de la déforestation.

Nos recommandations se résument dans la prise de conscience et l'action des acteurs concernés à quatre niveaux : mondial, national, régional et local.

Ce faisant, la population de plus en plus pauvre dans les zones forestières de la RDC, n'éprouve aucun intérêt à sauvegarder les ressources ligneuses pendant qu'elles se présentent comme sources de revenus. D'où l'intérêt de faire intervenir les « fonds vert pour l'environnement » et les « Fonds pour l'Environnement Mondiale » dans les stratégies compensatoires. Il faut réduire d'urgence la pauvreté dans le monde et particulièrement dans les zones forestières en promouvant une agriculture durable et des activités durables génératrices des revenus si l'on veut préserver la nature. Car dit-on « la pauvreté est à la fois cause et conséquence de la destruction de l'environnement ».

En sus, une remise en question des politiques locales sur la gestion des ressources naturelles au sein des entités territoriales décentralisées s'avère indispensable pour ramener de l'ordre dans la gestion locale de ces ressources par et pour la base. Par ailleurs, un Etat aussi fort, discipliné et visionnaire est irrévocablement souhaité pour un pays aussi grand à fortes potentialités écologiques et économiques comme la République Démocratique du Congo.

REFERENCES

- [1] PNUF (2012), Evaluation Environnementale Post-Conflict de la République Démocratique du Congo.
- [2] FAO (2016), Situation des forêts du monde (Résumé). Forêts et Agriculture : Défis et possibilités concernant l'utilisation des terres.
- [3] GOMGNIMBOU P.K.A., et alii. (2010), « Pratiques et perceptions paysannes des impacts environnementaux de la cotonculture dans la province de la KOMPIENGA (Burkina Faso) » in Sciences et Nature, Vol.7 N°2.
- [4] RAUTNER M., et alii. (2013), Le Petit Livre des Grands Moteurs de Déforestation : 24 catalyseurs pour réduire la déforestation tropicale due aux produits de base facteurs de risque forestier, Global Canopy Foundation.
- [5] Loi N°011/2002 du 29 Août 2002 portant Code Forestier en République Démocratique du Congo.
- [6] BERENGER T. et al. (2015), Déforestation et dégradation des forêts dans le Bassin du Congo : Etat de lieux, causes actuelles et perspectives, CIFOR (Centre de Recherche Forestier International), Papier Occasionnel 120.
- [7] MUMBERE M., 2009-2010, Cours de recherche action, inédit, G3 FSDC/ULPGL.
- [8] PICOUET M. (2001), « Population, Environnement et Développement » in Population et Développement : Les principaux enjeux cinq ans après la Conférence du Caire, CEPED.
- [9] SADC (2012), Mieux comprendre le Développement Durable et ses concepts.
- [10] SMOUTS M-C. (2000), « Un monde sans bois ni lois, la déforestation des pays tropicaux » in Politiques de la biosphère, Critique Internationale.
- [11] GTCR (2012), Etude qualitative sur les causes de la déforestation et de la dégradation des forêts en République Démocratique du Congo, MECNT-RDC.
- [12] ONGOLO S. et KARSENTY A. (2011), « La lutte contre la déforestation en Afrique centrale : victime de l'oubli du politique ? » in Ecologie & amp ; politique, N°42.